

## “Concours national de la Résistance et de la déportation et conflits du XX<sup>e</sup> siècle”

Stage du Plan académique de formation, Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon, 28 novembre 2013

### “La libération du territoire et le retour à la République”

*Nota bene* : un diaporama documentaire et une bibliographie accompagnent cet exposé. Ils peuvent être téléchargés sur le site académique des enseignements en histoire-géographie et éducation civique. Les références bibliographiques mentionnées dans cet exposé sont répertoriées dans la bibliographie jointe. Les documents indiqués en gras renvoient au diaporama (où ils sont légendés). Vous les trouverez également dans la brochure régionale consultable à l'adresse suivante :

<http://missiontice.ac-besancon.fr/hg/spip/spip.php?article1328>

Nous tenons à adresser nos plus vifs et chaleureux remerciements à l'équipe du musée pour la qualité de son accueil et pour son accompagnement efficace dans nos activités : Sarah Brach, Pauline Chevassu, Aurélie Cousin, Marie-Claire Ruet, sans oublier Catherine Guinchard. Nos remerciements vont également à Philippe Sallet (académie de Besançon).

**La Marianne aux stigmates de Paul Colin.** La maquette de l'affiche a été dessinée par l'affichiste Paul Colin en août 1944. Bien connue, largement utilisée, cette affiche est particulièrement représentative de l'état de la France, du pays et des Français, à la Libération. L'identification et la personnification de la France et de la République (bonnet phrygien), symbolise ici tous les contrastes de la période de la Libération, moment singulier que le résistant Alban Vistel qualifie de “joie mutilée”. On peut en effet y voir :

1. Une France meurtrie, souffrante, christique portant les stigmates, et évoquant le martyre, le sacrifice, les douleurs de la guerre, représentées aussi par cette espèce de suaire un peu cubique laissant deviner des ruines.
2. Une France debout, digne, éclairée, lumineuse, éblouie par la lumière parce qu'elle sort de la nuit, symbole de l'espoir, de l'avenir, de l'espérance.

**Quelques questions, quelques enjeux majeurs** de cette période extrêmement dense, doivent être d'emblée soulignés, au croisement de l'histoire politique, militaire et socio-culturelle. Le sujet proposé cette année, avec ses deux volets (libération de territoire, retour à la République) est très large, et il sera difficile de tout aborder. Quelques angles d'analyse peuvent être retenus cependant :

- la souveraineté, la légitimité et la revanche sur l'humiliation de l'effondrement de 1940
- le retour de la guerre en France et la confrontation à la violence, le questionnement aussi sur les valeurs humanistes

- justice / épuration / réparation
- le retour à l'ordre républicain dans une France atomisée, un territoire éclaté en de multiples entités quasi-autonomes, une chronologie de la guerre qui n'est pas la même pour tous les Français
- quel "retour" à la République ? Le rejet viscéral par les résistants de la III<sup>e</sup> République obligé à s'interroger sur le modèle républicain proposé
- les images et les représentations de la Libération, notamment de la Résistance
- l'expression de mémoires plurielles

**La chronologie** n'est pas précisée dans le libellé du sujet, mais on peut prendre en compte la fin 1943 jusqu'à l'année 1946, avec deux enjeux majeurs, celui de la libération du territoire, celui de la **refondation** républicaine. Le terme de "refondation", préconisé dans les programmes de collège et de lycée, est sans doute bien plus approprié que celui de "retour".

Plusieurs étapes rythment, entre 1943 et 1946, la question de la refondation républicaine :

- l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance, Conseil de la Résistance dont la première réunion a eu lieu le 27 mai 1943. Le programme est publié le 15 mars 1944, sous le titre "Les jours heureux" et comporte comme mesure : *"établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle"*.
- création à Alger de l'Assemblée consultative provisoire le 3 novembre 1943
- création à Alger du Gouvernement Provisoire de la République Française le 3 juin 1944
- Le 9 août 1944 est publié au Journal officiel : *« La forme du gouvernement de la France est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a jamais cessé d'exister »*
- reconnaissance tardive du GPRF par les Alliés le 23 octobre 1944
- élections municipales, dont le premier tour a lieu le 29 avril 1945, avant le retour des déportés et des prisonniers
- élections législatives à l'Assemblée constituante le 21 octobre 1945
- fin du mandat des Commissaires de la République en janvier 1946 (18 commissaires de la République avaient été nommés)
- démission du général de Gaulle de sa fonction de président du GPRF le 20 janvier 1946
- Proclamation de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République le 27 octobre 1946

La carte de la libération du territoire montre une libération progressive, par étapes :

- le 4 octobre 1943, libération de la Corse par les troupes du Comité français de Libération Nationale et la Résistance corse
- 6 juin 1944: débarquement en Normandie et bataille de Normandie jusqu'au 21 août 1944
- 7 juin : libération de Tulle (Corrèze) et proclamation de la République de Mauriac (Cantal), suivies de représailles.
- 3 juillet : proclamation de la République du Vercors, suivie de représailles

- 15 août 1944: débarquement en Provence et bataille jusqu'aux Vosges, avec une stabilisation du front dans les Vosges le 20 septembre 1944
- la libération de Paris, du 19 au 26 août 1944
- la bataille des Vosges : la 7<sup>e</sup> armée US coma mandée par le général Patch et la première armée française du général de Lattre de Tassigny, ainsi que des éléments de la 2<sup>e</sup> DB du général Leclerc participent à la libération de Strasbourg le 23 novembre 1944. Le camp de concentration du Struthof est libéré le même jour.
- La contre-offensive des Ardennes à l'hiver 1944-1945 a des conséquences sur l'Alsace, avec la formation d'une poche de résistance allemande, la poche de Colmar. Strasbourg est défendue par la première armée française du général de Lattre (avec l'intervention de la Brigade Alsace-Lorraine et des unités FFI). Strasbourg menacée est sauvée le 21 janvier 1944. La bataille d'Alsace autour de Colmar nécessite un renforts de troupes américaines. Elle dure du 20 janvier au 9 février 1945
- les poches de l'Atlantique : Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle et Royan (combats menés par le général de Larminat avec des unités FFI et des divisions françaises libres) sont évacuées par les Allemands le 8 mai 1945 (le 11 mai pour Saint-Nazaire)
- le front des Alpes, avec la reconquête de la Tarentaise en mai 1945

Le propos qui suit s'articule en **trois parties chronologiques et thématiques**, avec des chevauchements, qui seront traitées en prenant appui sur des exemples francs-comtois et des documents.

1. **L'attente dans la nuit (1943-1944)** : contexte de la France occupée en 1944 et attentes de la libération
2. **Les jours les plus longs (1944-1945)** : les étapes de la libération dans une France atomisée. Il s'agit d'une longue période de libération, très contrastée entre joies et souffrances, et une fin de guerre qui n'est pas la même selon les territoires. Le cas de la Franche-Comté est, à cet égard, très riche à exploiter.
3. **Les grands enjeux de la Libération (1944-1946)**
  - Souveraineté, légitimité et ordre républicain
  - Sortir de la guerre : justice, épuration, réparations et reconstruction
  - Images et mémoires de la Résistance et de la Libération, la question de la reconstruction identitaire

## I - L'attente dans la nuit (1943-1944)

**Rappel** : entre l'armistice de juin 1940 (cessation des combats) et la fin de l'année 1943, on peut constater un éloignement dans le quotidien des Français et sur le territoire de la guerre. Cet éloignement ne signifie pas absence de persécutions et d'oppression, mais les victimes sont identifiées (juifs, résistants, communistes, etc.), et on ne connaît pas encore de généralisation. Certes, le STO, qui touche les plus jeunes, marque un tournant, mais il faut attendre la fin 1943 pour voir la France redevenir un théâtre de guerre : représailles dans l'Ain, rafles de Nantua le 14 décembre 1943, puis en avril 1944 (rafles de Poligny, de Saint-Claude, déportations massives).

### **1) La France occupée en 1944**

- Radicalisation et fascisation du régime de Vichy

Le régime de Vichy signifie une mise à mort de la République (devise : travail, famille, patrie), Vichy recherche les causes et accuse clairement la III<sup>e</sup> République. Vichy est aussi une revanche sur le Front populaire et son « esprit de jouissance ».

La Révolution nationale est un projet passéiste : inspiration de l'Action française, rupture avec l'esprit des Lumières et le modèle républicain, rejet de l'égalitarisme, de l'individualisme, respect de la hiérarchie, importance de la communauté, de l'autorité, exaltation de la terre, rejet de l'industrie. Il s'agit cependant d'un régime autoritaire différent du fascisme.

Vichy est également un régime d'ordre : rejet de la démocratie parlementaire, valorisation de la société pyramidale : autorité du chef, discipline, souveraineté des élites et non du peuple (oligarchie), corporatisme, les devoirs avant les droits, une école fondée sur l'obéissance, encadrement des mouvements de jeunesse, contraintes du cadre familial, rôle des mères traditionaliste, ordre moral.

L'année 1944 correspond à une véritable radicalisation et une fuite en avant de Vichy (et de Laval), qui se traduit par :

- L'intensification de la politique de collaboration, avec un alignement total sur les exigences allemandes
- La radicalisation et la mise en place d'un véritable État policier : en janvier 1944, le milicien Philippe Henriot devient secrétaire d'État à l'information et à la Propagande et Joseph Darnand, chef de la Milice, est nommé secrétaire général au Maintien de l'Ordre
- Cette fascisation se traduit par une place centrale accordée au rôle de la Milice (créée en janvier 1943) et de sa Franc-Garde, qui agissent essentiellement en zone sud, avec une extension à la zone nord en janvier 1944. 30000 miliciens dont 6000 à 8000 Francs-Gardes participent aux opérations de maintien de l'ordre comme force supplétive des Allemands : traque des résistants, des juifs, opérations contre les maquis (Glières), assassinats politiques (Jean Zay)

- Du côté de la Résistance : la reconquête de l'idéal républicain

Il s'agit bien pour la Résistance d'une reconquête, d'une redécouverte progressive de l'idéal républicain : tous les résistants ne sont pas des républicains, certains sont même hostiles (certains membres de l'OCM, le MLN de Frenay. On peut parler pour certains d'un ralliement progressif, c'est le cas du mouvement Combat. Toutes les formations de résistance exprime la même hostilité radicale aux dérives de la III<sup>e</sup> République (les partis, la faiblesse du régime parlementaire et son instabilité)

D'une manière générale, malgré Vichy et malgré l'Occupation, malgré la crise d'identité de la fin des années 1930, on peut constater un enracinement de ce que Serge Berstein qualifie de "culture républicaine" dans la société française. C'est la thèse du dernier ouvrage de Jacques Semelin qui insiste sur cet enracinement. Il serait un des éléments d'explication du pourcentage de 75% de juifs sauvés de la déportation<sup>1</sup> en France.

### **Le programme du CNR, "Les jours heureux", publié le 15 mars 1944.**

Plusieurs projets ont précédé l'élaboration du programme du CNR, avec plusieurs enjeux :

- le refus de voir se reconstituer les anciens partis politiques, même si des porosités existent entre militants de ces partis et mouvements de résistance (attention aux facilités des cloisonnements)
  - la question de la reconnaissance et de la légitimité (les mouvements vis à vis de Londres, la Résistance et de Gaulle vis à vis des Alliés)
1. Le premier projet a été élaboré en **juin 1942** par un groupe de résistants proche de la SFIO, regroupés autour du Comité d'Action socialiste et du réseau Brutus : Gaston Defferre, Daniel Mayer, Pierre et Boris Fourcaud, André Boyer. On doit situer aussi ce projet comme une quête de reconnaissance du CAS auprès des mouvements de résistance méfiants à l'égard des anciens partis politiques.
  2. Autour de Libération-Nord et de Christian Pineau, en **novembre-décembre 1942**, se développe une idée proche, avec le regroupement des partis, des syndicats et des mouvements autour d'un projet politique commun.
  3. Les **instructions du général de Gaulle du 21 février 1943** à Jean Moulin créent un Conseil de la Résistance, dont Jean Moulin devient le président. Il s'agit d'un organisme unique regroupant 16 représentants des partis, syndicats et mouvements de résistance. Parallèlement, le général Delestraint est nommé chef de l'Armée secrète.
  4. Réunion du Conseil de la Résistance le **27 mai 1943**. Il est composé comme suit : CDLL (Roger Coquoin), CDLR (Jacques Lecompte-Boinet), Libération-Nord (Charles Laurent), OCM (Jacques Simon), FN (Pierre Villon), Combat (Claude Bourdet), Franc-Tireur (Eugène Claudius-Petit), Libération-Sud (Pascal Copeau), PCF (André Mercier), SFIO (André Le Troquer), Radicaux (Marc Rucart), démocrates chrétiens (Georges Bidault, Joseph Laniel, Jacques Debû-Bridel), CGT (Louis Saillant), CFTC (Gaston Teissier). Il manque quelques mouvements : Défense de la France, La Voix du Nord, Lorraine, Résistance... Ce n'est que le 19 juin que de Gaulle apprend la nouvelle par télégramme.

Après l'arrestation et la disparition de Jean Moulin, et remplacement par Georges Bidault, le CNR entre en crise un certain temps, il est marginalisé par les mouvements de résistance, puis il parvient peu à peu à s'imposer, notamment par la rédaction en mars 1944 d'un programme commun.

---

<sup>1</sup> Jacques Semelin, *Persécutions et entraides dans la France occupée. Comment 75% des juifs en France ont échappé à la mort*, Les Arènes-Seuil, 2013

Ce que l'on appelle communément « programme du CNR » s'appellait en fait « programme d'action de la Résistance » : il s'agit d'un programme de démocratie économique et sociale, inspiré d'un projet social-démocrate, dans le prolongement du Front populaire et du keynesianisme

Il témoigne d'une forte volonté de « révolution » de la part des résistants : rupture avec les erreurs et les échecs de l'avant-guerre et de la fin de la III<sup>e</sup> République.

La plupart des programmes ont été élaborés en 1943 et 1944, avec une orientation social-démocrate marquée : il s'agit d'affirmer et de faire appliquer de nouveaux droits économiques et sociaux (après les droits politiques), en construisant une démocratie sociale que l'on retrouve dans le préambule de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République.

- Les forces allemandes

L'évaluation des forces allemandes en France sont l'objet de controverses assez récentes notamment avec Robert Paxton (et Peter Lieb), qui minorent les effectifs allemands (40000 "vieux" soldats).

Les travaux de Jean Quellien, ou de Pierre Laborie et de Gaël Eismann évaluent ainsi des forces armées essentiellement implantées dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Sud-est, avec deux maréchaux qui dirigent les commandement en chef allemand à l'Ouest : von Rundstedt et Rommel. L'un et l'autre ont de profondes divergences stratégiques sur les défenses : Rommel envisage un débarquement possible en Normandie, tandis que von Rundstedt n'y croit pas et concentre les forces dans le Pas-de-Calais. Qui qu'il en soit, les Allemands comptent sur le mur de l'Atlantique (organisation Todt) qui commence en 1942 avec en tout plus de 10000 ouvrages répartis le long de la côte Atlantique. Les forces d'occupation (armée, air, marine, SS, police) en mars 1944 sont évaluées à 1 million 546 hommes.

## 2) *Attendre, ne pas attendre le "jour J"*

- La libération : un enjeu pour la Résistance

La perspective de la libération et de la participation à la libération du territoire est un des objectifs prioritaires de la Résistance depuis les débuts, même avec modestie : il s'agit aussi une **dimension symbolique** essentielle, celle de la reconquête et du rejet de l'humiliation de juin 1940, que l'on retrouve dans ce texte d'un maquisard de février 1944 :

*"Dans une fierté neuve, les hommes se sont retrouvés et se sont reconnus. Cas, ce qui pesait sur la plaine, encore bien plus qu'une contrainte, c'était une humiliation. Ici, nous tenons un coin de terre française."*<sup>2</sup>

La perspective de la libération, même lointaine en 1940-1941, oriente très largement l'activité des **réseaux** de renseignements et de sabotages. C'est une résistance particulièrement dangereuse et surveillée par les occupants, avec une grande vulnérabilité.

La libération est par ailleurs associée à tout un **imaginaire de l'insurrection**, avec une surinterprétation du message du général de Gaulle le 18 avril 1942, repris très largement par

---

<sup>2</sup> Bulletin interne des MUR, février 1944

les communistes :

*“La libération nationale ne peut être séparée de l’insurrection nationale”*

La question de la **participation de la Résistance** à la libération est particulièrement structurante pour la Résistance : cette idée renvoie aux **stratégies** mises en œuvre par la Résistance avec des débats vifs. On peut ainsi distinguer plusieurs stratégies autour de la question de la lutte armée. Elles se définissent peu à peu à partir de 1942-1943 :

- Les partisans de l’action immédiate, de la lutte armée avec sa dimension insurrectionnelle : il s’agit essentiellement des communistes, mais on les trouve également dans les rangs des MUR. C’est une stratégie mobilisatrice et politique qui va se heurter à la réalité (Tulle en juin 1944) et évoluer. Pour François Marcot, il s’agit de la guerre des “citoyens-soldats”, avec sa dimension révolutionnaire.
- Les partisans d’un activisme modéré que d’aucuns accusent de stratégie “attentiste”, essentiellement dans les rangs des MUR : elle préconise l’accompagnement des plans alliés en tenant à l’écart les populations de toute idée d’insurrection (responsabilité et pragmatisme par crainte notamment des représailles). Pour François Marcot, il s’agit de la guerre des “résistants citoyens”<sup>3</sup>.
- Pour les Français

Au début de 1944, on constate un mélange d’aspiration à la délivrance, d’espoir, une légitimité reconnue du côté de la Résistance avec parfois des réticences quant à la proximité des maquis, et d’inquiétudes, de peurs (bombardements, représailles), de lassitude, une exacerbation des sentiments ambivalents<sup>4</sup>.

**Robe tricolore avec croix de Lorraine : identification avec la Résistance et patriotisme, une légitimité du côté de la Résistance, et une incertitude sur le sort réservé à au père de la jeune fille à qui est destinée cette robe.**

Transition : une attente qui va durer, le débarquement du 6 juin, ou même la libération de Paris, sont loin de signifier la libération ou la fin de la guerre. Un temps qui s’étire selon les territoires : “jours les plus longs”.

---

<sup>3</sup> François Marcot, « Les enjeux de la lutte armée » in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006, p. 574

<sup>4</sup> Pierre Laborie, *L’opinion française sous Vichy*, Seuil (Points-Histoire), 2001, pp. 285-316.

## **II - Les jours les plus longs (1944-1945)**

Des situations extrêmement contrastées, selon la chronologie, selon les territoires, avec un vécu et des expériences très variables : on peut parler de “libérations”, sans oublier le retour de la guerre.

### **1) La libération du territoire : une France atomisée**

#### **Carte de la libération du territoire**

Comme on l’a vu, on constate une grande diversité des situations et une progressivité de la libération du territoire, que reflète bien la lucidité des résistants, ainsi d'un article *La Libre Comté*

#### **La Libre Comté, 1er juillet 1944, “Vers la libération”**

La joie évidente et le sentiment de délivrance se nuancent rapidement par la réalité, avec l’expression “le jour J est un mythe” qui traduit le rejet de l’attentisme.

#### **Carte de la Franche-Comté en 1944**

La Franche-Comté est, à cet égard, un exemple particulièrement pertinent de cette situation contrastée, avec le sud rapidement libéré et la formation d’une ligne de front dans le pays de Montbéliard, dans le Territoire de Belfort et dans les Vosges saônoises au nord de la région.

Il s'agit d'une région divisée en 1944 entre une zone sud (une partie du Jura dépend de la région R1) et la zone occupée / interdite qui dépend de la région D de la Résistance.

La participation des forces résistantes se traduit notamment dans le maquis d’Écot en juillet 1944, le maquis de Saligney dans le Jura (juillet 1944), maquis du Lomont en septembre 1944, etc. Tous ces maquis subissent la répression.

La région est marquée également par la présence et la cohabitation des habitants avec les troupes combattantes de la première armée française du général de Lattre qui participent à la bataille des Vosges. Elles sont notamment cantonnées dans le pays de Montbéliard, notamment à Mancenans où réside la fille du maire, Jeanne Oudot-Rodoz,. Son cahier personnel constitue un très beau témoignage de cette libération tardive et de cette cohabitation.

#### **Les cahiers verts, Journal de Jeanne Oudot et le cantonnement du 5ème régiment de tirailleurs marocains**

On peut lire l’admiration et témoignage de la gratitude assez inouïe vis à vis des troupes coloniales du Maroc de la Première armée française, rencontre émouvante, cohabitation.

### **2) Une libération contrastée. Les Français dans la Libération : joies et souffrances**

Il s'agit d'éviter de résumer la libération aux seules manifestations de joies, en insistant sur une situation extrêmement contrastée où de multiples images se mêlent : joie, délivrance, unité, avec d'autres images.

Joies et jours heureux : tout un travail sur les images de la Libération où l’on retrouve les

thèmes récurrents : communion, fraternisation, sentiment de liberté, sourires, accueil des Alliés, défilés des FFI, patriotisme, fierté retrouvée, idéal unitaire puissance, espérance dans le futur.

## **Pendaison d'une effigie d'Hitler le 8 mai 1945 à Besançon**

Fin de la guerre et victoire sur le nazisme

*Euphorie confrontée à la violence et à la présence de la souffrance et de la mort, à une somme de peurs* : des dérèglements passionnels (femmes tondues), découverte des conséquences des représailles, bombardements alliés, peur de la guerre civile (épuration extra-judiciaire)

### **Les villages martyrs du Jura**

Les villages martyrs du Jura : Coyrière, Saint-Didier, Dortans, subissent en avril 1944 et en juillet 1944 des représailles qui touchent les populations, à la suite d'opérations de guérilla (opération Treffenfeld de la 157ème division de réserve). On constate sur la photographie la présence d'une équipe de gendarmes et d'enquêteurs (établissement des faits).

Les bombardements : la France est, derrière l'Allemagne, le pays le plus bombardé par les Alliés anglo-américains, avec un nombre de morts estimé entre 50000 et 70000 personnes (région parisienne, Normandie, Bretagne, grands ports de l'Ouest, Royan inutile en janvier 1944, et des grandes villes de l'Est et du sud : Saint-Etienne, Toulon, banlieue de Lyon).

Transition : la peur de la guerre civile justifie également le rétablissement de l'ordre républicain

## **III - Les enjeux de la Libération (1944-1946)**

### ***1) Sortir de la guerre : pouvoirs, souveraineté, ordre républicain et justice***

#### **L'héritage révolutionnaire**

La Résistance revendique son caractère révolutionnaire, comme prolongement de la Révolution française.

#### **Le rétablissement de l'ordre républicain, le commissaire de la République**

Pour éviter que les Alliés, et plus spécialement les Américains, n'imposent une administration militaire qui priverait la France de sa souveraineté, le Comité français de libération nationale (CFLN) décide de se transformer le 3 juin 1944 en Gouvernement provisoire (GPRF). Il s'agit de rétablir rapidement le fonctionnement républicain et de garantir l'autorité de l'État. Sur tout le territoire, des commissaires de la République, désignés par une ordonnance du 10 janvier 1944, représentent le GPRF et sont chargés de faire respecter l'ordre républicain. Dans les départements, les préfets relaient les décisions gouvernementales.

Ces instances nationales se heurtent parfois aux velléités des responsables de la Résistance locale qui, notamment à travers les Comités départementaux de libération (CDL), souhaitent donner un prolongement politique à leur action. Composés dans la clandestinité fin 1943 - début 1944, les CDL reflètent le plus souvent les tendances politiques et les composantes de la Résistance des départements. Forts d'une légitimité reconnue dans la population, certains de ces CDL voudraient voir leurs prérogatives et leur pouvoir exécutif élargis. D'autres sont l'objet de divisions internes entre les mouvements, les organisations communistes et les anciens partis politiques. Submergés par les problèmes de ravitaillement, de sécurité, de police et

d'épuration, les CDL voient peu à peu leur influence décroître. Les élections municipales du printemps 1945, puis l'instauration constitutionnelle de la IV<sup>e</sup> République en octobre 1946, mettent fin à leur existence comme à celle des commissaires de la République.

## **Bilan de l'épuration**

L'épuration est associée aux idées de régénération et de purification, le châtement des « traîtres » a très vite été conçu comme l'une des priorités de la Résistance. Les images des brutalités exercées dans les premiers jours de la Libération (exécutions sommaires, lynchages, tontes) ont longtemps brouillé une réalité plus complexe et plus étalée dans le temps.

Rappel de vocabulaire : les recherches récentes distinguent désormais **deux formes d'épuration**. La première est qualifiée d'extra-judiciaire parce qu'elle échappe au cadre légal de la justice. Sous l'Occupation puis au cours de l'été 1944, entre 9000 et 10000 personnes accusées ou soupçonnées de collaboration sont exécutées sommairement. La restauration de l'État de droit passe aussi par l'exercice d'une justice légale. Des tribunaux civils et militaires prennent le contrôle d'une épuration judiciaire (octobre 1944-1948) qui concerne 1 % de la population : 7 037 condamnations à mort prononcées, 791 exécutions; emprisonnements ; personnes condamnées à « l'indignité nationale » privées de leurs droits civiques. L'épuration se poursuit après la guerre, notamment à travers les procès pour crime contre l'humanité, devenu imprescriptible depuis 1964.

### **2) Sortir de la guerre : un pays à reconstruire**

À deux échelles : locale et nationale.

À l'échelle locale, la tâche revient aux CDL, pris dans les exigences du quotidien avec des difficultés innombrables : circulation, transports, ravitaillement, destructions, prise en charge des victimes, pénurie, dureté de l'hiver 1944-1945.

#### **Reconstruction du pont Battant**

### **3) Les retours, les rapatriements : prisonniers, déportés**

1,2 million de prisonniers sont encore détenus en Allemagne à l'automne 1944, il faut attendre mai-juin 1945 pour voir leur retour après cinq années de captivité.

Un ministère est chargé de cette question des retours, dirigé par Henri Frenay, le Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés.

La déportation de plus de 200000 personnes dont 160000 n'en reviennent pas : les premiers retours datent de février, puis avril et mai 1945 surtout, par l'intermédiaire de missions de rapatriement, notamment leur prise en charge confiée à la Croix-Rouge.

#### **La mission Marchand**

Marguerite Marchand dirige la Croix-Rouge à Besançon, son activité dans les prisons pendant l'Occupation (lettres, échanges) a été essentielle.

La Franche-Comté est l'une des régions les plus frappées par les déportations de répression : taux de déportés par rapport à la population supérieur à la moyenne nationale.

#### **4) Images et mémoires de la Résistance et de la Libération**

Une identification éphémère : à la Libération, l'appropriation de la Résistance renvoie aux préoccupations immédiates des Français : souvenir récent de l'effondrement, des divisions et des humiliations de l'Occupation explique une identification intense à ce que représente la Résistance

Cette identification ne signifie pas que les Français se sont crus résistants : si dans leur grande majorité les Français n'ont pas participé à la lutte clandestine, ils se reconnaissent dans ses martyrs, son idéal unitaire et sa vision du futur. Avec un sentiment d'une communauté de destin, ils associent leurs propres souffrances, vécues avec une intensité variable, à celles de la Résistance.

La Résistance est perçue comme une incarnation de l'honneur retrouvé, de l'avenir et de l'espoir, elle est l'événement qui a permis la reconstruction progressive de l'identité nationale meurtrie par la défaite de 1940.

Cette adhésion à l'idée de Résistance ne dure cependant qu'un temps, elle ne correspond pas à ce que l'on qualifie de « résistancialisme » : pas de mémoire hégémonique de la Résistance, au contraire, un effacement et un effritement rapides.

**Une image brouillée** : bien que contenus, les excès de « résistants de la dernière heure », commis à l'échelle locale essentiellement, déprécient son image. À cela s'ajoute une dénaturation exercée par les milieux vichystes. Le retour à la vie politique ordinaire, avec ses inévitables enjeux de pouvoir et ses conflits de personnes, puis la Guerre froide (1947) amplifie cette dégradation. L'opposition entre le gaullisme et le communisme marque alors un nouveau paysage politique où chacun revendique et utilise l'héritage de la Résistance.

Ce sentiment de dépossession se lit très bien dans ce dessin de 1946 publié dans La Libre Comté.

#### **La Libre Comté, dessin de mai 1946**

Il témoigne d'une profonde amertume avec le développement de « contre-mémoires » (Pierre Laborie), le retour des nostalgiques de Vichy dénigrant la Résistance.

#### **Albert Camus**

#### **En guise de conclusion : Se souvenir, établir les faits, comprendre**

Quelles mémoires de la Libération après la guerre ? Quelles finalités ? Trois enjeux se mêlent dans l'immédiat après-guerre : se souvenir, établir les faits (justice), comprendre et transmettre.

Cette période de l'immédiat après-guerre, et ce processus mémoriel, sont méconnus, souvent réduits à une opposition entre une mémoire de la Résistance censée être hégémonique et qui servirait de souvenir-écran la mémoire du génocide.

Il convient d'éviter cette opposition simple : on se focalise beaucoup sur l'après années 1970 (dont les préoccupations structurent la représentation rétrospective du fonctionnement des mécanismes mémoriels de l'après-Libération). En réalité les formes d'expression mémorielles de l'immédiat après-guerre sont plurielles, multiples, dispersées sans oublier la diversité des

mémoires locales.

### **Exposition “Les crimes hitlériens”**

Organisée par la Commission interministérielle des crimes de guerre au Grand Palais en juin 1945, elle circule en France et est accompagnée d'un catalogue fort intéressant.

Des panneaux sont spécifiquement consacrés à la déportation des juifs, au camp de Drancy, avec dans l'image présentée ici, la construction d'un imaginaire de la déportation (les rails renvoient au film de Claude Lanzmann, *Shoah*, ou à l'œuvre de Steve Reich, *Different trains*). Les panneaux proposent une estimation chiffrées des personnes déportées, ici avec une évaluation assez précise pour l'époque : 62608 personnes.

Cette exposition illustre très bien le “mythe du grand silence” étudié par François Azouvi<sup>5</sup> (philosophe, directeur d'Etudes à l'a EHESS), un ouvrage passé inaperçu qui discute en les thèses habituelles, notamment celle d'Annette Wieviorka.

### **Notre-Dame de la Libération à Besançon**

L'hommage est ici rendu à toutes les victimes de la guerre, en mêlant les catégories (résistants, victimes civiles, juifs), mais en les nommant toutes.

### **Le souvenir du massacre d'Étobon**

La construction du souvenir se fait à travers des supports modernes, le cinéma ici, qui participe de la construction des mémoires locales. Ce à été film réalisé par Marcel Mettey (enseignant, principal de collège, journaliste) et la Fédération des Oeuvres Laïques d'Héricourt. Le montage s'inspire de *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais (travellings, ton de la voix-off, référence explicite à Jean Cayrol), et constitue un très bon support d'étude pour:

- le récit du massacre d'Étobon
- la mémoire de ce massacre, les sources
- En histoire des arts, un travail sur le montage, les sources d'inspiration, les références cinématographiques.

Cette période des années 1944-1960 doit être réétudiée plus finement. Ces quelques exemples éloignés des schémas classiques d'explication obligent à une certaine humilité quant à l'appréhension de cette période. L'humilité, c'est accepter de retourner aux sources, accepter d'abandonner les certitudes du présent sur les questions de mémoire, accepter l'idée de l'étrangeté.

### **Quelques films pour prolonger :**

*Le jour le plus long* (1962) de Ken Annakin

*Le vieux fusil* de Robert Enrico (1975) avec Romy Schneider et Philippe Noiret

*Au revoir les enfants* (1987) de Louis Malle

*Il faut sauver le soldat Ryan* (1998) de Steven Spielberg

*Indigènes* (2006) de Rachid Bouchareb

Cécile Vast, 28 novembre 2013

---

<sup>5</sup> François Azouvi, *Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Fayard, 2012